



# Assemblée générale

Distr. limitée  
1er juin 2000  
Français  
Original: anglais

## Cinquante-quatrième session

### Cinquième Commission

Points 118 et 164 de l'ordre du jour

#### Examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies

#### Gestion des ressources humaines

#### Projet de résolution présenté par le Président à l'issue de consultations officielles

#### Personnel fourni à titre gracieux par des gouvernements

*L'Assemblée générale,*

*Réaffirmant* ses résolutions 51/243 du 15 septembre 1997, 52/234 du 26 juin 1998 et 53/218 du 7 avril 1999,

*Ayant examiné* les rapports du Secrétaire général<sup>1</sup> et les rapports correspondants du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires<sup>2</sup>,

1. *Prend acte* des rapports du Secrétaire général<sup>1</sup> et des rapports correspondants du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires<sup>2</sup>;

2. *Souscrit* aux observations formulées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires dans son rapport<sup>3</sup>, en particulier aux paragraphes 2 et 4, et demande que toutes les propositions futures du Secrétaire général concernant le personnel fourni à titre gracieux et la mise en oeuvre subséquente des directives données par les organes délibérants soient pleinement conformes à ses résolutions pertinentes ainsi qu'aux directives, procédures et réglementations de l'Organisation en la matière;

3. *Souligne* que le Bureau de la gestion des ressources humaines du Secrétariat a besoin d'un système efficace pour pouvoir vérifier les effectifs du personnel fourni à titre gracieux dans les bureaux extérieurs autorisés à faire leur propre recrutement;

<sup>1</sup> A/53/1028, A/54/533, A/C.5/54/51 et A/C.5/54/54.

<sup>2</sup> A/54/470; voir également A/C.5/54/SR.39, A/C.5/54/SR.56 et A/C.5/54/SR.67.

<sup>3</sup> A/54/470.

4. *Note avec préoccupation* les indications erronées données au paragraphe 8 du rapport du Secrétaire général<sup>4</sup> et clarifiées ultérieurement au paragraphe 7 de son rapport<sup>5</sup>, concernant des personnes fournies à titre gracieux qui n'avaient pas été signalées précédemment par le Programme des Nations Unies pour l'environnement;

5. *Rappelle* les directives existantes énoncées dans ses résolutions relatives au personnel fourni à titre gracieux;

6. *Réaffirme* que le Secrétaire général ne peut accepter du personnel fourni à titre gracieux que dans les circonstances strictement définies dans sa résolution 51/243, en particulier aux paragraphes 4 et 9, et dans sa résolution 52/234, en particulier au paragraphe 10;

7. *Constate avec préoccupation* que les renseignements donnés sur l'emploi de personnel fourni à titre gracieux au Tribunal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 sont incomplets et pas suffisamment détaillés et, à cet égard, prie le Secrétaire général de présenter tous les rapports futurs sur le personnel fourni à titre gracieux en se conformant scrupuleusement aux dispositions du paragraphe 15 de sa résolution 52/234;

8. *Décide* de poursuivre durant la partie principale de sa cinquante-cinquième session l'examen de la question du personnel fourni à titre gracieux par des gouvernements.

---

<sup>4</sup> A/53/1028.

<sup>5</sup> A/54/533.